



ANNEXE 2 - SYNTHÈSE DES RÉSULTATS

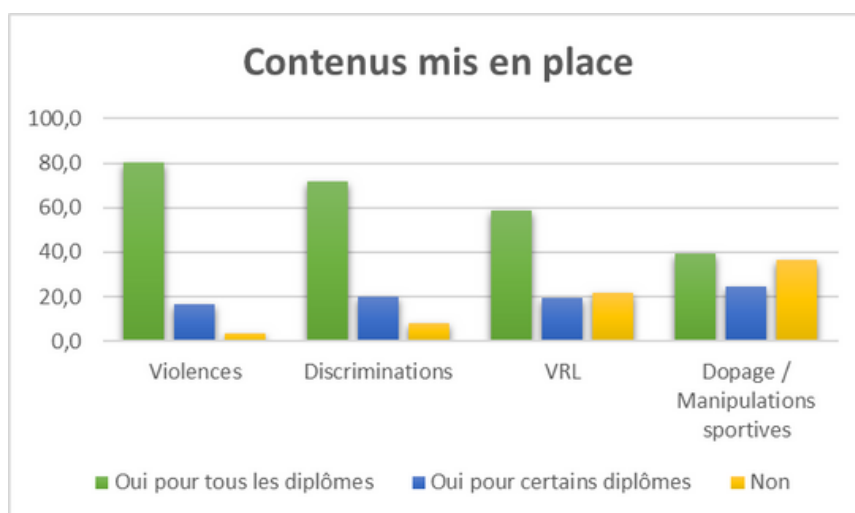
DU QUESTIONNAIRE RELATIF AUX CONTENUS ÉTHIQUE ET INTÉGRITÉ MIS EN PLACE AU SEIN DES ORGANISMES DE FORMATION

Un questionnaire visant à **dresser un état des lieux de la mise en place de contenus portant sur l'éthique et l'intégrité au sein des diplômes professionnels du champ de la jeunesse et du sport**, notamment dans le cadre de la loi du 2 mars 2022, a été transmis à l'ensemble des organismes de formation fin 2024. 171 réponses ont pu être collectées au total, avec 46 répondants issus d'une fédération sportive agréée ou de ses organes déconcentrés, 16 d'un établissement public, et 105 d'organismes privés.

Le questionnaire se compose de **4 grandes thématiques** qui permettent d'appréhender le champ de l'éthique et de l'intégrité dans sa globalité, tout en obtenant des données différenciées permettant de comparer la mise en œuvre des contenus selon les sujets abordés. Les questions étaient ensuite divisées en niveau de diplôme, dans le but de pouvoir observer si des distinctions apparaissent selon ce critère, ou si ce dernier n'est pas significatif.

PRÉSENCE OU ABSCENCE DE CONTENUS

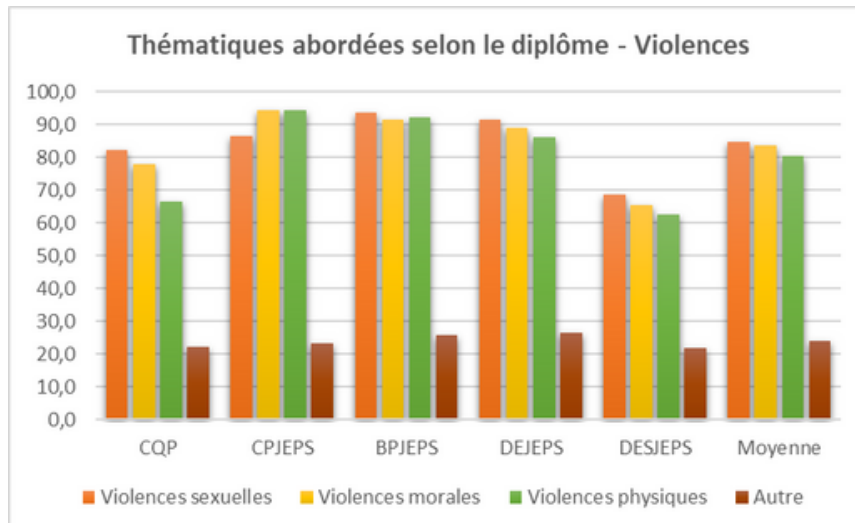
A la question « Des contenus sont-ils mis en place au sein des diplômes de votre organisme ? », la majorité des répondants déclare traiter le sujet des violences et des discriminations dans une moindre mesure, dans la totalité des diplômes. Les thématiques des valeurs de la République/laïcité, ainsi que du dopage et des manipulations sportives, sont moins systématiquement intégrées au sein des contenus abordés dans les formations proposées.



Lecture : Sur les 171 organismes de formation ayant répondu à l'enquête, 80% d'entre eux déclarent avoir mis en place des contenus portant sur les violences dans tous leurs diplômes.

THÉMATIQUES ABORDÉES

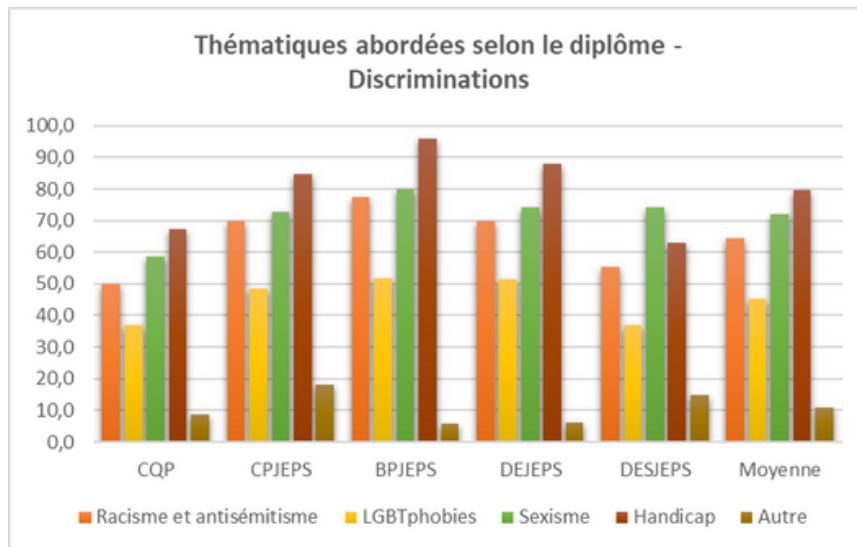
On constate que les différentes sous-thématiques relatives à la lutte contre toutes les formes de violences dans le sport sont systématiquement abordées dans la majorité des diplômes, à l'exception du DESJEPS (voir graphique ci-dessous).



Lecture : 92% des organismes de formation ayant répondu à l'enquête qui proposent des formations de niveau BPJEPS au sein de leur structure abordent le sujet des violences morales dans ce diplôme.

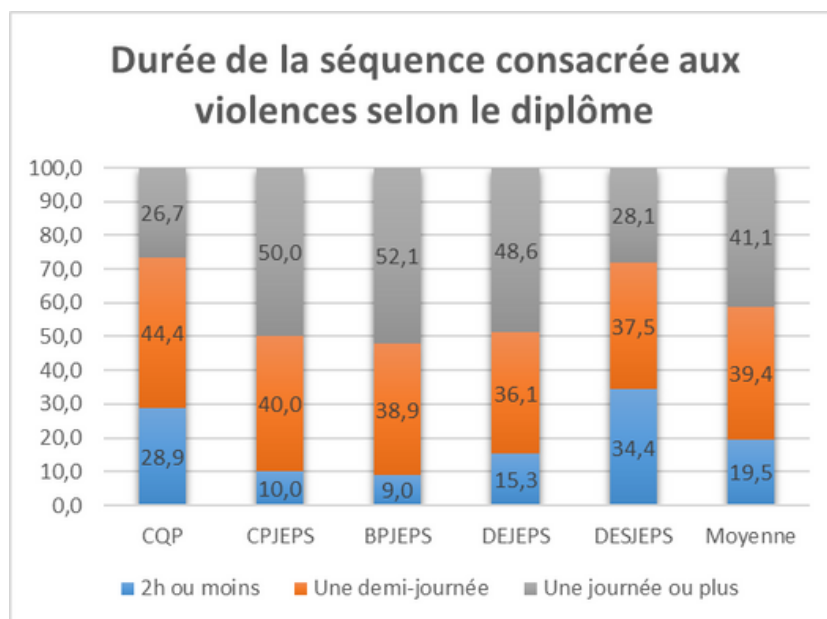
Des différences sont beaucoup plus marquées concernant les discriminations, sujet pour lequel on observe des sous-thématiques qui s'avèrent être beaucoup plus mises en place dans les contenus des diplômes concernés, que d'autres. Ainsi, les LGBTphobies ne sont abordées que dans 45% des cas, tandis que le handicap et le sexisme le sont pour plus de 70% des organismes de formation ayant répondu au questionnaire.

Par ailleurs, on constate des distinctions plus marquées selon le niveau de diplôme, avec des contenus beaucoup plus rarement évoqués dans les CQP et DESJEPS.

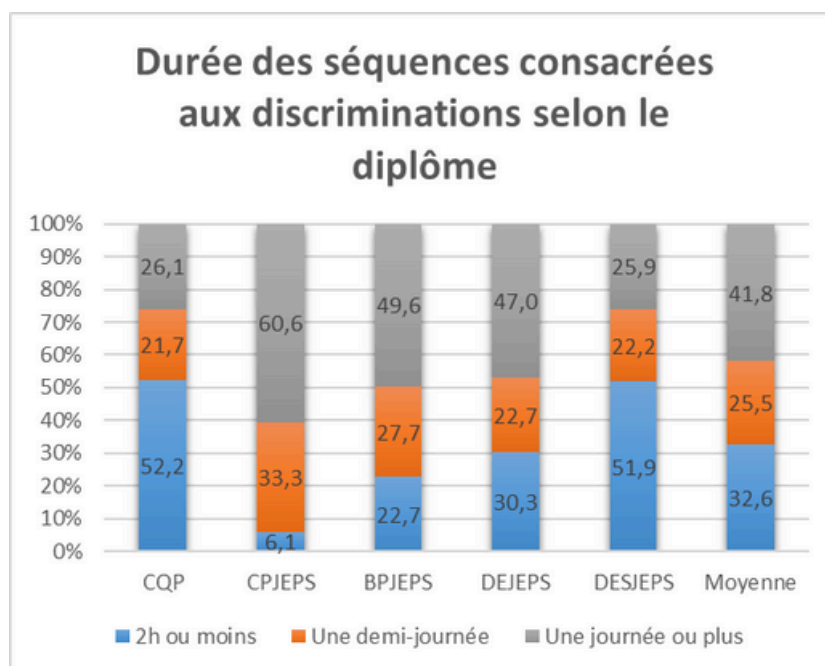


Lecture : 52% des organismes de formation ayant répondu à l'enquête qui proposent des formations de niveau BPJEPS au sein de leur structure abordent le sujet des LGBTphobies dans ce diplôme.

Les éléments du questionnaire montrent que les organismes de formation interrogés consacrent la plupart du temps au moins une demi-journée aux contenus relatifs à l'éthique et à l'intégrité, voire une journée complète ou plus pour la moitié des organismes ayant des CPJEPS, BPJEPS et DEJEPS. On observe cependant une différence au niveau des DESJEPS et des CQP, où le temps consacré à ce sujet est nettement moins important, en particulier concernant les discriminations.



Lecture : 28,1% des organismes de formation ayant répondu à l'enquête qui proposent des formations de niveau DESJEPS au sein de leur structure consacrent une journée ou plus aux contenus portant sur les violences.



Lecture : 52% des organismes de formation ayant répondu à l'enquête qui proposent des formations de niveau BPJEPS au sein de leur structure abordent le sujet des LGBTphobies dans ce diplôme.

INTERVENANTS ET INTERVENANTES

Les formateurs et formatrices internes au sein des organismes de formation sont sollicités en majorité (85% en moyenne). Des associations et institutions spécialisées peuvent également intervenir de manière complémentaire, en particulier sur le sujet des violences, et dans une moindre mesure sur les VRL ou le dopage et les manipulations. Les structures extérieures à l'organisme de formation qui sont sollicitées pour intervenir sur ces thématiques, sont très variées : les réseaux du ministère des Sports sont mobilisés via leurs intervenants et leurs outils, mais également les associations de lutte contre les violences et les discriminations, de prévention des addictologies, ou encore d'éducation populaire.

OUTILS UTILISÉS

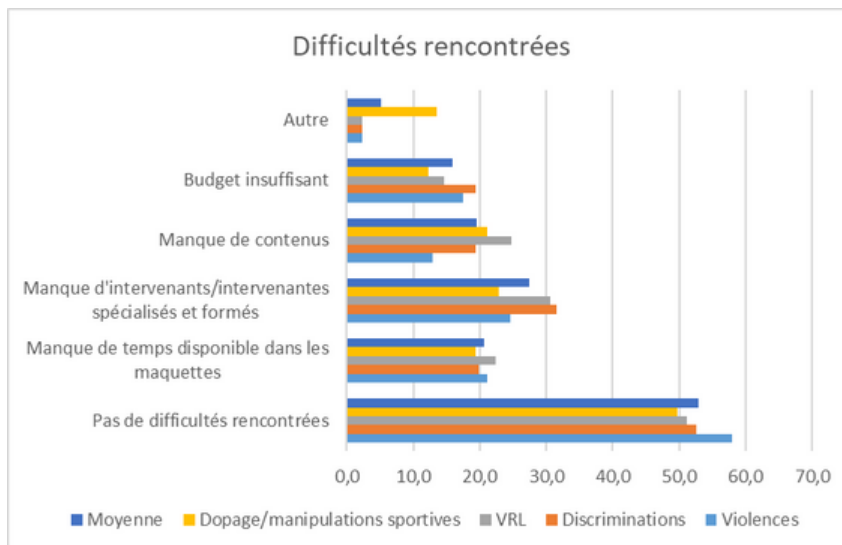
Les outils réalisés par les différents réseaux du ministère des Sports sont cités à plusieurs reprises, notamment concernant les guides et formations mis en place par les DRAJES, ou encore les modules en ligne accessibles sur les plateformes des fédérations. Les ressources créées par des associations spécialisées dans l'éducation populaire sont également citées à plusieurs reprises. Sur le sujet spécifique des valeurs de la République et de la laïcité, le kit réalisé par l'ANCT semble plébiscité, et il semble qu'il existe relativement peu d'autres ressources sur ce sujet, bien que certains répondants ont précisé aborder ce sujet de manière parfois plus large (à travers la notion de posture professionnelle notamment, ou encore de rapport à l'autre).

Des différences sont à noter selon les thématiques abordées. Si de manière générale, les répondants indiquent de ne pas rencontrer de difficultés particulières (plus de 63% des réponses), le sujet des VRL et du dopage semblent présenter plus de facilités que celui des violences et des discriminations (1 personne sur 2 seulement pour ce dernier). Par ailleurs, il semble plus aisé de dégager du temps pour aborder ces 2 dernières thématiques.

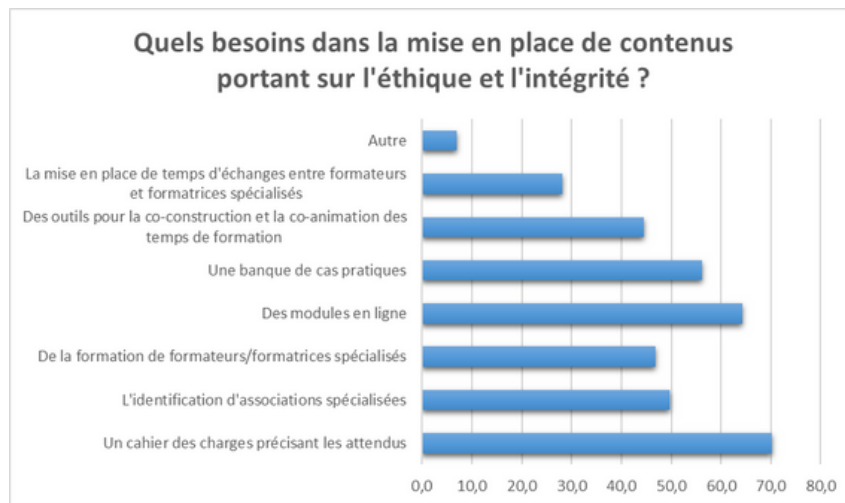
La difficulté principale relevée est celle du manque d'intervenants et d'intervenantes spécialisés et formés sur ces sujets ; suivi ensuite par le manque de temps et de contenus.

Quant aux besoins identifiés, le cahier des charges apparaît comme étant un outil particulièrement plébiscité. La création de modules en ligne et d'une banque de cas pratiques sont également des éléments qui ressortent particulièrement de l'analyse des résultats, comme le montre le graphique ci-dessous. Plusieurs répondants ont mentionné que la création de ressources spécifiques sur ces thématiques (kit pédagogique, module en ligne...), permettrait d'augmenter la qualité et la quantité des heures consacrées à ce sujet au cours des formations.

Certaines remarques font part également du manque d'uniformisation des contenus selon les formations et les personnes ou structure qui interviennent.



Lecture : 32% des organismes de formation ayant répondu à l'enquête déclarent manquer d'intervenants spécialisés concernant le sujet des discriminations.



Lecture : 70% des organismes de formation ayant répondu à l'enquête déclarent avoir besoin d'un cahier des charges précisant les attendus.